



## **Contribution commune du SPQN, du SPQR et du SPQD à la consultation publique de l'ARCEP sur le droit d'accès aux boîtes aux lettres**

Les éditeurs souhaitent développer les relations avec leurs clients, notamment en fournissant chez eux, dans leur boîte aux lettres, courriers et abonnements.

Le portage représente un enjeu majeur pour le développement de l'abonnement de la presse quotidienne, notamment grâce à une distribution tôt le matin, comme en témoigne la tendance de ces cinq dernières années : le nombre d'abonnés portés de la presse quotidienne nationale, régionale et départementale a en effet augmenté de 31 à 35% au cours de cette période.

La consultation publique que mène l'ARCEP sur l'accessibilité aux boîtes aux lettres suscite donc tout notre intérêt.

La disposition législative qui établit une obligation aux propriétaires ou copropriétaires de permettre l'accès aux boîtes aux lettres particulières aux porteurs et vendeurs-colporteurs de presse répond dans son principe aux attentes des éditeurs, à leur liberté d'entreprendre et au droit à l'information de leurs lecteurs.

Toutefois, cette disposition, telle que rédigée à ce stade, n'a pu être encore traduite par des mesures concrètes d'application, mesures indispensables aux porteurs et vendeurs colporteurs pour accéder aux boîtes aux lettres dans les mêmes conditions que les opérateurs postaux autorisés.

Dans ce contexte, nous souhaitons attirer l'attention sur un certain nombre de points relatifs à l'activité de portage, et faire part des pistes d'évolutions qui nous sembleraient les mieux adaptées aux spécificités de la presse quotidienne nationale, régionale et départementale tout en préservant le droit des propriétaires et gestionnaires d'immeubles et en garantissant un environnement concurrentiel sur le marché postal.

## **I - LA PRESSE QUOTIDIENNE ET LE PORTAGE**

### **➤ Rappel de quelques caractéristiques fondamentales de la Presse quotidienne :**

- 76 titres de presse quotidienne ;
- Une distribution quotidienne tout au long de l'année (7 jours sur 7 pour la plupart des titres y compris les jours fériés) ;
- Une diffusion qui touche l'ensemble du territoire national ;
- Le portage avant 7h du matin : l'heure de livraison pour les quotidiens est primordiale et doit être compatible avec les rythmes de vie du lecteur.

### **➤ Difficultés d'accès des entreprises et des sociétés de portage de presse aux boîtes aux lettres et leurs conséquences sur les abonnements**

Pour assurer la prestation de portage, l'entreprise concernée doit bien évidemment disposer des modalités d'accès aux boîtes aux lettres (BAL), et détenir le cas échéant les moyens techniques nécessaires lorsque l'immeuble est équipé d'un système de contrôle d'accès.

Le problème de l'accessibilité aux BAL pour les quotidiens se présente dans deux cas de figure :

- 1<sup>er</sup> cas : un lecteur souhaite s'abonner par portage ;
- 2<sup>ème</sup> cas : la mise en place ou la modification d'un système de contrôle des accès. Les entreprises de presse ou de sociétés de portage sont parfois confrontées à des fermetures inopinées, et ne sont plus en mesure de distribuer le(s) quotidien(s) aux abonnés concernés.

Si l'abonné n'est pas en mesure de fournir les modalités d'accès, l'éditeur ou la société de portage devra alors rechercher les coordonnées du propriétaire ou gestionnaire d'immeuble puis le contacter. Or, ceci présente de réelles difficultés, car comme le souligne l'Arcep, il n'existe pas de moyen permettant d'identifier le gestionnaire d'un immeuble donné ou le responsable de la copropriété.

L'éditeur ou la société de portage devra donc engager un processus très long, voire coûteux, pour identifier le propriétaire ou gestionnaire d'immeuble concerné, et obtenir ces modalités d'accès. Or les délais sont bien souvent beaucoup trop longs par rapport aux obligations contractuelles de mise en service d'une prestation de portage auprès d'un abonné de presse quotidienne et alourdissent considérablement la chaîne temporelle du portage aux abonnés (retards cumulés). Pendant cette période d'attente, l'abonné, mécontent, peut interrompre son abonnement.

## II - NOS PRECONISATIONS

### 1. Prévoir un système d'autorisation « allégée » pour les prestataires de portage de presse

Alors que la disposition législative répond dans son principe aux attentes des éditeurs et de leurs abonnés, à savoir l'accessibilité aux boîtes aux lettres (BAL) dans les mêmes conditions que les opérateurs postaux, elle s'avère difficilement applicable de part sa rédaction et les obligations qui en découlent.

Les solutions auxquelles ont recours les éditeurs de quotidiens pour le portage de leurs titres sont multiples : structure interne à l'entreprise de presse ou filiale, sociétés de portage, diffuseur, dépositaire, vendeurs colporteurs.... Autant de solutions « terrain » mis en place par les éditeurs pour répondre aux attentes de leurs abonnés, chaque solution pouvant être différente en fonction de la zone géographique.

**Afin d'assurer dans la pratique une accessibilité réelle aux BAL, il conviendrait que les entreprises de presse et les prestataires de portage (sociétés de portage, diffuseurs, dépositaires, vendeurs colporteurs etc) puissent être « identifiés » via une autorisation « allégée », cette dernière présentant un certain nombre de garanties, notamment en terme de traçabilité et de contrôle de l'activité.**

### 2. Système Vigik : attribuer un même code natif aux opérateurs postaux et aux prestataires de portage

Il convient de rappeler que « Vigik » est une marque commerciale de la Poste assortie d'un cahier des charges qui lui est propre et non une norme commune et unique d'accès aux immeubles.

Pour devenir un système générique d'accès égalitaire aux opérateurs postaux et de portage, il conviendrait de connaître les possibilités et les coûts, et pouvoir ainsi contribuer à son évolution. Les propositions ci-après visent à améliorer l'égalité des conditions d'accès en cas de présence de ce système, dans ses fonctionnalités actuelles supposées.

#### ➤ « *Un même accès, un même code natif* »

**Afin de garantir les mêmes conditions d'accès aux boîtes aux lettres, il est nécessaire de regrouper les opérateurs postaux et les prestataires de portage de presse, sous le même code (actuellement dénommé : « La poste service universel »), valant accès réduit aux boîtes aux lettres.**

Cette solution a l'avantage de la **simplicité** (code natif en place), de l'**égalité** (pas de risque de distorsion de niveau d'accès sur un code unique), de la **logique** (tous devant bénéficier du même niveau d'accès de par la loi), et de traiter l'exception amenée par la loi de régulation postale sur un seul code (accès autorisé par la loi) qui sera utilisé par des opérateurs. A terme, ils feront simultanément du service universel, de la prestation commerciale et/ou du portage en raison de la nécessité de densifier l'activité de la tournée.

**L'attribution d'une clé fondée sur ce code serait soumise à contrôle, les plages horaires et jours (fériés, dimanche) d'accès basés sur le plus grand dénominateur commun.**

**Les éditeurs doivent pourvoir en effet garantir à leurs abonnés qu'ils recevront leur quotidien tous les jours de l'année, du lundi au dimanche, y compris les jours fériés, à 7 h du matin au plus tard. Ceci nécessite donc que les porteurs ou vendeurs colporteurs de presse puissent accéder aux boîtes aux lettres des immeubles tous les jours de l'année et selon des créneaux horaires adaptés.**

Les trois **autres codes** existants pourraient être utilisés comme un moyen de réguler le **niveau d'accès autorisé** par le gestionnaire d'immeubles afin de ne pas catégoriser le type d'entrant. Le 2ème code pourrait concerner les opérateurs ayant besoin d'un accès aux étages et d'une ouverture des boîtes. Le 3ème code, si nécessaire, serait destiné à ceux qui doivent accéder aux locaux techniques, le 4ème pourrait permettre un accès maximal (services urgences). Cette solution aurait l'avantage d'offrir la possibilité de définir une équivalence entre activités et niveau d'accès (au sein du comité de la norme d'accès aux immeubles sans intervention physique sur les systèmes) et de permettre ainsi aux gestionnaires d'immeubles de décider du niveau d'accès et de sécurité qu'ils souhaitent attribuer. Le code 1 « service universel » étant par définition un accès minimal aux boîtes aux lettres. L'attribution d'un droit d'émettre un badge utilisant l'un des codes se ferait sur base d'une liste d'activités convenue par le comité et/ou par le législateur, selon les activités concernées.

#### ➤ *Changer la gouvernance de Vigik*

En conséquence, il conviendrait de modifier la composition du comité et des collèges, pour avoir une représentativité de chaque partie concernée et notamment permettre la représentativité du portage de presse

#### ➤ *Faire évoluer le système Vigik afin de l'adapter à l'ensemble des opérateurs concernés*

Il nous paraît souhaitable d'étudier la possibilité de faire évoluer la définition du système Vigik qui actuellement limite la validité de la carte à 3 jours, en visant une validité de 8 jours plus en phase avec les notions de roulement hebdomadaires de personnels et de tournées. Cette simple évolution pourrait éviter des complications opérationnelles mais aussi réduire le nombre de badges mis en circulation en doublon.

A noter par ailleurs que certains prestataires de portage ou vendeurs-colporteurs de presse n'ont pas de locaux où pourrait être installée une borne de rechargement des badges.

Afin d'éviter toute barrière à l'entrée du marché par des coûts prohibitifs d'équipement, il nous semble qu'il faudrait que les modalités de rechargement des badges soient adaptées et deviennent plus flexibles (allongement de la durée de validité des badges, bornes mobiles de rechargement...).

Ces éléments proposés pour le système Vigik devraient pouvoir servir de fondements pour le cahier des charges normatif applicable à tout opérateur.

### **3. Mettre en place des processus d'information et des règles pour faciliter l'accessibilité aux opérateurs postaux et aux prestataires de portage**

D'une manière générale, quelque soit le système de sécurité retenu (Vigik entre autres), il doit être envisagé le dispositif équilibré suivant :

- Les propriétaires ou les syndicats de copropriétaires ont une obligation d'information sur le type de système de sécurité retenu pour leur immeuble ainsi que sur les modalités d'accès. Ces informations doivent être communiquées à un système centralisé (géré par l'Arcep ?) qui sera accessible, selon des conditions à déterminer, aux opérateurs postaux et aux prestataires de portage.
- Pour les seuls moyens « physiques » d'accès (ex. clé) permettant d'accéder aux boîtes aux lettres, les propriétaires ou syndics ont une semaine à compter de la réception de la demande d'une entreprise de presse ou d'un prestataire de portage de presse pour lui délivrer ces moyens techniques.
- Les propriétaires et les syndics devront pouvoir identifier à tout moment les opérateurs autorisés à consulter le système d'information centralisé des accès de leurs immeubles.
- Poser la liberté d'accès comme principe : il nous semble indispensable de réaffirmer le droit individuel du résident à pouvoir remettre un moyen d'accès à son immeuble, sous quelque forme qu'il soit (clé, code, badge...) à la personne, physique ou morale, de son choix (y compris à un prestataire, opérateur postal ou de portage) sans que ce droit ne puisse être dans les faits rendu plus difficile : cela signifie par exemple de ne pas introduire le paiement d'un droit d'accès, une autorisation préalable, des quotas de badges autorisés ou encore une caution par badge trop importante.

30.01.08